



Assemblée générale

Distr. limitée
3 novembre 1998

Original: français

Cinquante-troisième session

Première Commission

Point 72 d) de l'ordre du jour

**Examen et application du Document de clôture
de la douzième session extraordinaire
de l'Assemblée générale**

**Burundi, Cameroun, Congo, Gabon*, Guinée équatoriale, Mali,
République centrafricaine, République démocratique du Congo,
Tchad et Togo : projet de résolution révisé**

**Mesures de confiance à l'échelon sous-régional :
activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies
sur les questions de sécurité en Afrique centrale**

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément à la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 43/78 H et 43/85 du 7 décembre 1988, 44/21 du 15 novembre 1989, 45/58 M du 4 décembre 1990, 46/37 B du 6 décembre 1991, 47/53 F du 15 décembre 1992, 48/76 A du 16 décembre 1993, 49/76 C du 15 décembre 1994, 50/71 B du 12 décembre 1995, 51/46 C du 10 décembre 1996 et 52/39 B du 9 décembre 1997,

Considérant l'importance et l'efficacité des mesures de confiance prises sur l'initiative et avec la participation de tous les États concernés et compte tenu des caractéristiques propres à chaque région, du fait que ces mesures peuvent contribuer à la stabilité régionale ainsi qu'à la sécurité internationale,

Convaincue que les ressources libérées par le désarmement, y compris le désarmement régional, peuvent être consacrées au développement économique et social et à la protection de l'environnement pour le bénéfice de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

* Au nom des États Membres qui sont aussi membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Rappelant les principes directeurs en vue d'un désarmement général et complet adoptés à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement,

Convaincue également que le développement ne peut être réalisé que dans un climat de paix, de sécurité et de confiance mutuelle au niveau tant interne qu'interétatique,

Tenant compte de la création par le Secrétaire général, le 28 mai 1992, du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, dont le rôle est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région,

Rappelant la Déclaration de Brazzaville sur la coopération pour la paix et la sécurité en Afrique centrale¹, et la Déclaration de Bata pour la promotion de la démocratie, de la paix et du développement durables en Afrique centrale²,

Ayant à l'esprit les résolutions 1196 (1998) et 1197 (1998) adoptées par le Conseil de sécurité respectivement les 16 et 18 septembre 1998, à l'issue de l'examen du rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique,

Soulignant la nécessité de renforcer la capacité de prévention des conflits et de maintien de la paix en Afrique,

Rappelant la décision de la quatrième Réunion du Comité consultatif permanent en faveur de la création sous l'égide du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, d'un centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les mesures de confiance à l'échelon régional³, qui porte sur les activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale depuis l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 52/39 B du 9 décembre 1997;

2. *Réaffirme son soutien* aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits dans la sous-région et de promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable en Afrique centrale;

3. *Réaffirme également son soutien* au programme de travail du Comité consultatif permanent, que celui-ci a adopté à sa réunion d'organisation, tenue à Yaoundé en juillet 1992;

4. *Note avec satisfaction* les progrès réalisés par les pays membres du Comité dans la mise en oeuvre du programme d'activités concernant la période 1998-1999, notamment à travers :

a) La tenue du 28 au 30 avril 1998 à Libreville (Gabon), d'une réunion conjointe des Ministres de la défense et de l'intérieur sur les questions de sécurité en Afrique centrale;

b) L'organisation du 18 au 21 mai 1998 à Bata (Guinée équatoriale), d'une conférence sous-régionale sur les institutions démocratiques et la paix en Afrique centrale;

c) La tenue du 27 au 31 juillet 1998 à Yaoundé (Cameroun), d'un séminaire de formation des formateurs à la consolidation de la paix par des mesures concrètes de désarmement, à l'intention des hauts cadres civils et militaires;

¹ A/50/474, annexe I.

² A/53/258, annexe II.

³ A/53/369.

5. *Souligne* l'importance d'apporter aux pays membres du Comité l'appui indispensable dont ils ont besoin pour mener à bien l'intégralité du programme d'activités qu'ils ont adopté lors des neuvième et dixième réunions ministérielles, en particulier l'organisation des exercices militaires conjoints de simulation aux opérations de maintien de la paix;

6. *Se félicite* de la décision des pays membres du Comité de convoquer dans les meilleurs délais un Sommet des chefs d'État et de gouvernement en vue de créer un Conseil supérieur pour la promotion de la paix, la prévention, la gestion et le règlement des crises politiques et des conflits armés en Afrique centrale et un parlement sous-régional en Afrique centrale;

7. *Accueille favorablement* l'établissement d'un mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale qui servira d'une part, comme un instrument d'analyses et de suivi des situations politiques des pays membres du Comité en vue d'y prévenir l'éclatement de futurs conflits armés; et d'autre part, en tant qu'organe technique à partir duquel les pays membres exécuteront le programme de travail du Comité, adopté en 1992 à Yaoundé, lors de sa réunion d'organisation;

8. *Prie* le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de prêter leur concours à la création du centre sous-régional pour les droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale;

9. *Demande* au Secrétaire général, en application de la résolution 1197 (1998) du Conseil de sécurité, d'apporter aux pays membres du Comité l'appui nécessaire au bon fonctionnement du mécanisme d'alerte rapide qu'ils viennent d'établir;

10. *Remercie* le Secrétaire général d'avoir mis en place le Fonds d'affectation spéciale pour le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;

11. *Fait appel* aux États Membres et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils versent au Fonds d'affectation spéciale des contributions volontaires additionnelles en vue de la mise en oeuvre du programme de travail du Comité consultatif permanent, en particulier les activités mentionnées aux paragraphes 5 et 7;

12. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir une assistance aux États membres du Comité consultatif permanent pour assurer la poursuite de leurs efforts;

13. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session un point intitulé «Mesures de confiance à l'échelon sous-régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale».